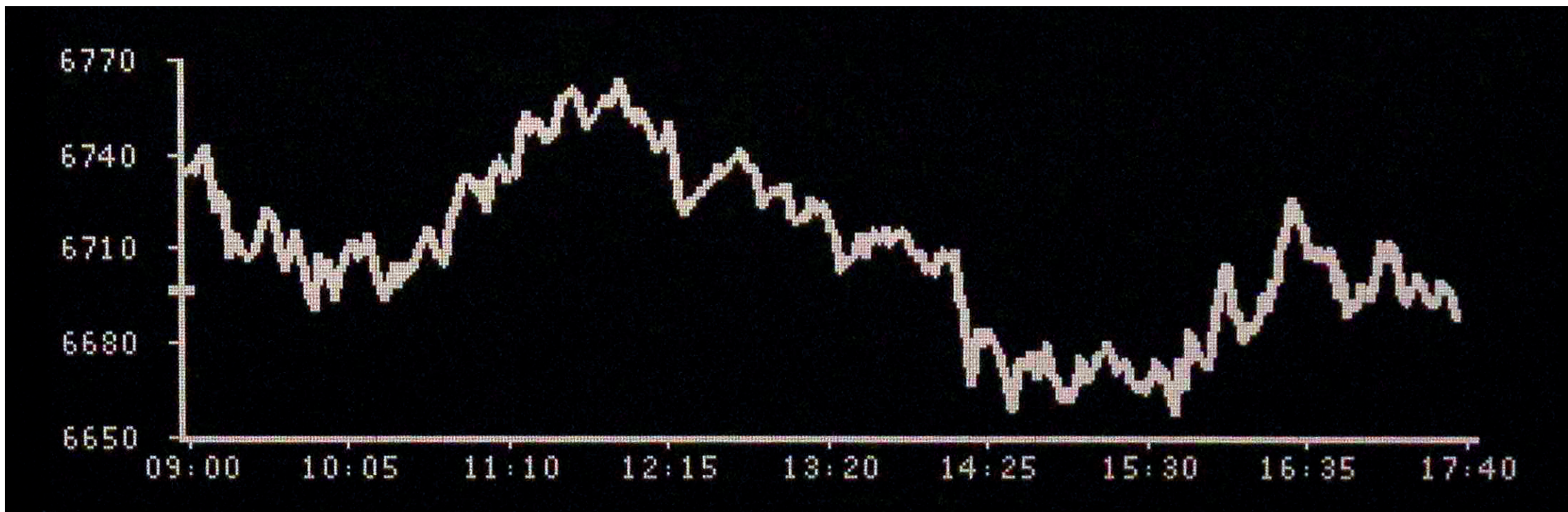


IDÉES
Contre la hausse des droits
de scolarité!
Page B 5



PHILOSOPHIE
La technique est-elle synonyme
de progrès ?
Page B 6

PERSPECTIVES



L'Europe en crise

L'humeur des marchés

Après la Grèce et l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Italie ?

L'Europe des derniers mois est un champ de bataille financier où la provenance des tirs n'est pas toujours connue et où les refuges sont rares. Les problèmes sont réels. Mais certains s'indignent contre un ennemi bien connu: l'humeur des marchés.

FRANÇOIS DESJARDINS

Pour ponctuer le mélodrame des dernières semaines, permettons-nous cette récente citation de source anonyme, relayée lundi par l'Agence France-Presse. Une sorte de cri du cœur qui n'a eu aucun effet concret si ce n'est de traduire une frustration et de forcer la réflexion sur l'état des lieux.

«La Grèce est [considérée comme] plus risquée que la Jamaïque, que le Pakistan et que l'Argentine. L'Irlande aujourd'hui est plus risquée que le Portugal, que l'Irak, la Hongrie et la Roumanie. L'Espagne est beaucoup moins sûre que le Liban... la situation des marchés, c'est celle-là. Ceci n'est pas raisonnable», a dit cette source, décrite comme étant une «source diplomatique de haut rang».

Deux ans après la crise financière qui semblait secouer une banque après l'autre — souvent avec raison —, une autre joute a pris forme. A l'époque, il était question d'éclatement de la bulle immobilière aux États-Unis et de récession. Aujourd'hui, c'est l'état des finances publiques en Europe. L'action se déroule sur le marché obligataire, où les pays émettent des titres pour se financer, et sur celui des devises.

Qui sera le prochain? D'abord la Grèce, puis l'Irlande... Ensuite? Des doutes à propos du Portugal, des interrogations sur l'Espagne. Les marchés s'inquiètent, se départent des obligations émises par ces pays, et on continue, on se nourrit des commentaires de tel ou tel chef d'État, de tel ministre, de tel stratège. L'Italie? La Belgique? La France?

«Environ 80 % de la dette du Portugal est détenue à l'extérieur du pays, dit François Dupuis, économiste en chef au Mouvement Desjardins. Il y a des pays très vulnérables à l'humeur des étrangers. Et ces titres sont souvent libellés en d'autres devises... Mais plus on avance dans le temps, plus on voit que ces pays semblent avoir épuisé leurs réserves et leurs moyens, et c'est là qu'ils vont cogner à la porte des grands organismes.»

D'autant plus, rappelle M. Dupuis, que les marchés ont tendance à faire dans le mouvement de troupeau. «Souvent, ça entraîne un effet de cascade. Mais ça devient clair: les problèmes de finances publiques semblent assez répandus et assez profonds.»

Comment ça fonctionne

Pour financer leurs budgets de dépenses, les pays émettent des obligations auprès des investisseurs, lesquels peuvent être des banques, des fonds de placement, des caisses de retraite, etc. À l'échéance, ceux-ci recevront tout leur capital; entre-temps, le pays émetteur verse des paiements d'intérêt. Exemple: une obligation de 100 \$ à 6 % d'intérêt annuel.

Un jour, les investisseurs s'inquiètent du risque et décident de vendre leurs obligations. La valeur du titre descend à 80 \$. Puisque l'acheteur paiera moins cher pour ce titre, le montant total qu'il recevra en bout de piste sera plus grand. Par conséquent, le rendement final que va générer ce titre vient d'augmenter. Plutôt que de se situer à 6 %, il est maintenant de 9 %.

Concrètement, cela signifie que, si le pays voulait émettre de nouvelles obligations, les marchés exigeraient qu'il verse au moins 9 % d'intérêt. Quand les finances publiques sont déjà en mauvaise posture, l'impact budgétaire est colossal. Plutôt que de faire face aux marchés, les pays se tournent alors vers d'autres pour demander de l'aide. Dans le cas de l'Irlande, par exemple, l'Union européenne a accepté de verser 89 milliards d'euros, ce qui comprend des prêts à 6 %.

Pour calmer les marchés et entamer l'assainissement de leurs finances, certains pays, comme la Grèce et l'Espagne, ont annoncé des compressions budgétaires importantes. Suivies de manifestations.

«Le spéculateur, c'est le voutour qui est assis sur la branche et qui regarde le troupeau passer. Il n'attaque pas le gros. Il attaque le petit, le malade.»

Il n'y a pas que le marché obligataire. L'euro a lui aussi fait l'objet de volatilité. En début d'année, l'euro achetait 1,48 \$US. Aujourd'hui, c'est 1,32 \$US. Selon Hendrix Vachon, économiste chez Desjardins, les positions spéculatives nettes sur la devise européenne ont pris de l'ampleur au cours des semaines. A tel point, dit-il, qu'il y a présentement 20 % plus de positions «vendeur» que de positions «acheteur». On s'attend donc à ce que ça baisse encore.

Après avoir conçu des plans d'aide pour deux pays, l'Europe s'interroge maintenant sur la question de savoir s'il ne vaudrait pas mieux avoir un fonds d'aide permanent, plutôt que conjoncturel ou temporaire. Cette année, l'Union européenne et le Fonds monétaire international ont mis sur pied un fonds de 750 milliards d'euros. Certains se demandent aussi s'il ne faudrait pas tisser le confinement un peu plus serré: plutôt qu'un système dans lequel chacun émet ses propres obligations, pour quoi pas un système où seule la Banque centrale européenne jouerait ce rôle?

La mondialisation des marchés a fait en sorte que certaines réalités doivent être surveillées et gérées, dit Luc Savard, professeur et directeur du Groupe de recherche en économie et développement international à l'Université de Sherbrooke. «On n'a pas vraiment d'institution de surveillance de l'économie mondiale. Il y a le FMI, mais son pouvoir est limité.» Encore faudrait-il convaincre les pays de laisser aller «une part de leur souveraineté», dit-il.

Sur le terrain, on craint une sorte de contagion. «La tension est forte, en partie parce que le marché a déjà attaqué trois pays», a dit au Wall Street Journal un haut dirigeant de la banque italienne Unicredit, Luca Cazzulani. Saute d'humeur venue de nulle part? «En fait, ça s'est détérioré assez vite», dit Hendrix Vachon, économiste au Mouvement Desjardins. On peut trouver que les marchés sont émotifs et enclins aux sautes d'humeur, mais «il ne faut pas être complaisant et penser que le Portugal va quand même bien malgré tout».

Le spéculateur

La crise n'est pas la première. Il y a eu la crise asiatique de 1997, qui a touché plusieurs pays coup sur coup, la crise du rouble en 1998, etc. De



Des sommes importantes ont dû être injectées dans l'économie pour aider Dublin.



Les coupes annoncées par les gouvernements suscitent la grogne dans la population.

manière générale, toutefois, il faut faire des distinctions, dit François Barrière, vice-président aux marchés internationaux chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

«Le spéculateur, c'est le voutour qui est assis sur la branche et qui regarde le troupeau passer. Il n'attaque pas le gros. Il attaque le petit, le malade ou celui qui traîne en arrière. Il sait que le troupeau va le laisser aller», dit M. Barrière, lui-même un ancien opérateur. Le spéculateur est là temporairement, mais son rôle a une utilité, selon lui, du fait que ses activités «amènent» de la liquidité sur le marché. A contre-courant, il travaille sur quelque chose de fondamental. «Quand on commence à parler de spéculation, c'est parce que les spéculateurs sont en train de sortir du marché», dit-il.

L'humeur, c'est autre chose, c'est du court

terme. «L'humeur, c'est le café du matin, dit M. Barrière. Le matin, mes gars n'ont aucune position. À la fin de la journée, ils n'ont plus de position. Entre-temps, ils ont négocié pour quelques centaines de millions, ont gagné ou perdu. Chaque journée est différente.»

Le problème n'est pas tant la spéculation que la facilité avec laquelle les marchés fonctionnent, selon M. Barrière. «On leur a laissé trop de latitude pour faire n'importe quoi. Il y a des leviers financiers trop élevés», dit-il. Autrement dit, on permet peut-être trop facilement aux établissements de s'endetter ou d'utiliser des instruments financiers complexes pour investir davantage. «Avec 100 millions, ils peuvent faire des transactions de deux ou trois milliards.»

Le Devoir

PERSPECTIVES

L'ADN de la Révolution tranquille



GIL COURTEMANCHE

On parle peu d'agriculture et de l'Union des producteurs agricoles dans les grands médias. C'est dommage. L'agriculture, c'est en quelque sorte le sang d'un pays, l'alimentation bien sûr, mais aussi l'occupation du territoire, la vie des villages et des régions et finalement le dur travail patient d'hommes et de femmes qui persistent.

Cette semaine, à l'occasion du congrès de l'UPA, on apprendait qu'une brise ou un vent de contestation soufflait sur l'organisme presque centenaire. Quelques centaines d'agriculteurs de l'Abitibi-Témiscamingue ont annoncé qu'ils se joindront à l'Union paysanne. On évoquait aussi la fondation de conseils régionaux au Saguenay-Lac-Saint-Jean et dans la région de Lanaudière. Au cœur de la grogne, le sentiment chez les dissidents que l'UPA défend des politiques globales et «mur à mur» qui ne prennent pas en compte les particularités régionales. Pourtant, s'il existe une organisation qui devrait être consciente du besoin de régionaliser, c'est bien le syndicat agricole qui détient le monopole de la représentation.

L'Union catholique des cultivateurs est devenue l'Union des producteurs agricoles au début des années 1970. L'arrivée du mot «producteur» pour remplacer celui de cultivateur est lourde de sens et reflète en partie l'adhésion de l'organisation aux grandes politiques agricoles du gouvernement. Il faut dire aussi que, au cours des cinquante dernières années, le paysage s'est radicalement modifié. Dans les années 1950, on comptait plus de 100 000 fermes, des exploitations essentiellement familiales qui alimentaient surtout des marchés de proximité. En 1970, ce nombre était passé à 70 000, pour aujourd'hui se situer à un peu plus de 30 000. Le nombre de fermes a diminué, mais pas la surface cultivée. Aujourd'hui, elles produisent plus et sont presque toutes spécialisées. C'est le fruit de la politique d'autosuffisance alimentaire lancée par le ministre Jean Garon à la fin des années 1970. Puis, dans les années 1990, les politiques gouvernementales visèrent à favoriser l'accès aux grands marchés et à l'exportation. On se lança tête baissée dans les mégapocheries et les poulets par millions. Pour soutenir cette expansion, de concert avec les gouvernements successifs, l'UPA a appuyé et élaboré des politiques globales comme la gestion de l'offre, les plants conjoints, la stabilisation des revenus. Volontairement ou non, ces politiques, et l'UPA dans leur sillage, ont favorisé le développement des gros producteurs, devenus plus industriels qu'agriculteurs. Elles ont favorisé aussi la concentration de la production dans la vallée du Saint-Laurent. Il n'est pas étonnant que les agriculteurs des régions périphériques se soient sentis négligés dans cette grande entreprise d'uniformisation de la pratique agricole.

Ce désenchantement exprimé par les dissidents qui réclament une régionalisation et des adaptations spécifiques des politiques de soutien pour mieux répondre à la réalité des agricultures régionales n'est pas unique. Il est partagé de plus en plus par l'ensemble des regroupements régionaux, tous secteurs confondus. Les gens qui défendent cette approche mur à mur sont des enfants de la Révolution tranquille qui, par nécessité et urgence, ont vu naître des solutions globales dans tous les secteurs d'activité, qu'il s'agisse de l'agriculture, de l'éducation ou de la santé. Ils se méfient de la diversité, des différences affirmées et n'arrivent pas à accepter que, dans un nouveau monde, il faut peut-être passer à des approches asymétriques.

Cela est particulièrement évident dans le domaine de l'agriculture et de l'industrie forestière. Étant donné leur isolement, la courte période de culture, la petitesse des marchés et l'exiguïté des surfaces auxquels elles sont confrontées, les régions éloignées tentent de développer des créneaux spécifiques, des spécialités régionales, des élevages de pointe, mais elles font face aux exigences souvent absurdes du «mur à mur». Un des dissidents du Témiscamingue soulignait qu'il devait envoyer ses agneaux à un abattoir de Terrebonne alors qu'il existe un abattoir ontarien à quatre heures seulement de chez lui.

Les agriculteurs en région ont de plus en plus l'impression que le gouvernement comme leurs représentants syndicaux sont au service des grands producteurs industriels. Ils ne réclament pas l'abolition des grandes politiques, mais tout simplement leur assouplissement, pour prendre en compte des diversités régionales qui sont incontestables et des facteurs déterminants dans la vie sociale de leur région.

Il n'y a pas que dans ce domaine que l'ADN de la Révolution tranquille persiste à occulter de nouvelles réalités. Il n'y a qu'à suivre la guerre larvée que mènent les commentateurs montréalais contre les pouvoirs des arrondissements et leurs initiatives. Pourtant, il n'est pas besoin d'être la tête à Papineau pour comprendre qu'on ne peut avoir la même politique de stationnement dans le Plateau Mont-Royal que dans Verdun.

Quarante années d'excellence

Puisque nous parlons d'agriculture, je m'en voudrais de ne pas souligner la quarantième anniversaire de mon émission d'information préférée, *La Semaine verte*, à Radio-Canada. C'est une émission de facture classique, sans artifices et effets faciles, mais elle est toujours pertinente. Une sorte d'excellence tranquille et continue au service d'un monde essentiel dont nous ignorons presque tout même si nous mangeons tous les jours. Bon anniversaire.

PRÉSIDENTIELLE DE 2012

Jeux de massacre chez les socialistes français

Les tiraillements au PQ ne sont rien à côté de ceux qui déchirent le Parti socialiste français à 18 mois de l'élection

CHRISTIAN RIOUX

Paris — Un gouvernement pour l'élection présidentielle de 2012. Le titre qui est à la une de toute la presse française après le récent remaniement ministériel de Nicolas Sarkozy. Le président a beau prétendre qu'il n'a pas encore pris sa décision, il a récemment laissé échapper qu'il était «*là pour deux mandats*». Même si elle est au plus bas dans les sondages, la droite semble donc en ordre de marche pour la présidentielle.

À 18 mois du scrutin, il est difficile d'en dire autant de la gauche. Et les sondages ne semblent rien changer au désordre qui règne à nouveau dans le Parti socialiste. «*Y a-t-il un pilote dans l'avion?*», demandait récemment Gérard Grunberg. Et le politologue de conclure: «*La réponse est non!*»

Les membres du Parti québécois peuvent se consoler, les tiraillements autour du leadership de Pauline Marois ne sont rien à côté de ceux qui déchirent le Parti socialiste français. En déclenchant les hostilités, la droite a braqué les projecteurs sur l'absence de candidat crédible à gauche. Une absence qui semble «*relancer la machine à perdre*», écrit le quotidien *Le Monde*.

Pourtant, le parti peut difficilement rêver de meilleurs sondages. Si l'actuel président du Fonds monétaire international (FMI), Dominique Strauss-Kahn, était candidat aujourd'hui, il l'emporterait à 68 %, contre 38 % pour Sarkozy. Martine Aubry et Ségolène Royal l'emporteraient presque aussi facilement, avec plus de 50 % des voix. Alors, où est l'erreur?

Le pacte de Reims

Pour comprendre, il faut remonter au congrès de Reims. En 2008, les deux anciens ministres de Lionel Jospin, Dominique Strauss-Kahn et Martine Aubry, nouèrent un pacte pour empêcher la candidate défaite à la présidentielle de 2007, Ségolène Royal, de s'emparer du parti. Ils y sont parvenus de justesse puisque Martine Aubry, avec le soutien des strauss-kahniens mais aussi des fabusiens, fut élue par une très mince majorité. Installée rue de Solferino, elle maintiendra cette alliance, affirmant à qui veut l'entendre que, si Dominique Strauss-Kahn était candidat, elle ne le serait pas.

Comme l'ancien ministre de l'Économie est théoriquement à la tête du FMI jusqu'en 2012, la première secrétaire a imposé un calendrier tardif. Les «*primaires*» ne sont pas prévues avant novembre prochain, cinq mois seulement avant la présidentielle. Histoire de laisser au «*fantôme de Washington*» tout le temps qu'il faut pour se déclarer.

«*Le calendrier des primaires avait pour objectif d'éviter les querelles de personnes avant le choix collectif: c'est raté*», écrit pourtant l'éditorialiste Alain Duhamel. Alors que la droite semble en ordre de marche, les militants socialistes se demandent naturellement pourquoi il n'en irait pas de même chez eux. Cette inquiétude est légitime, constate *Le Figaro*, puisque Strauss-Kahn est «*absent géographiquement*» et Martine Aubry, «*absente psychologiquement*». On s'interroge même de plus en plus sur la motivation réelle du président du FMI, dont un ambassadeur américain disait en 1995 qu'il n'avait pas «*le feu sacré*».

Autre cause d'insatisfaction des militants, la grande primaire «*ouverte et populaire*» ne s'annonce plus aussi ouverte qu'on le disait. Interrogée sur France 2 à propos d'une éventuelle candidature de Strauss-Kahn, Martine Aubry a ouvert son jeu: «*Nous avons déjà dit que nous réfléchissons ensemble [...] et donc nous proposerons une candidature véritablement ensemble, c'est-à-dire pas l'un contre l'autre ou l'une contre l'autre.*»

En attendant le sauveur

Il n'en fallait pas plus pour déclencher la grogne des petits candidats. «*Une élection présidentielle, ce n'est pas un arrangement*», a rétorqué l'ancien secrétaire du parti, François Hollande, qui ne cache pas ses ambitions.

Tacticienne accomplie, Ségolène Royal a démen-



AGENCE FRANCE-PRESSE

Dominique Strauss-Kahn (en haut), Martine Aubry (au centre) et Ségolène Royal

ti faire partie d'un «*pacte*» et pris tout le monde par surprise en annonçant sa candidature. Qu'importe si elle avait déclaré être prête au «*sacrifice d'une ambition personnelle*». Tout cela au grand dam de Martine Aubry et de Dominique Strauss-Kahn, qui se voient sommés de sortir de l'ombre.

Tous les socialistes ont donc les yeux tournés vers Washington. En pleine crise monétaire et alors que la France préside le G20, Dominique Strauss-Kahn peut pourtant difficilement abandonner son poste. Il ne peut pas non plus rassurer publiquement les socialistes sur ses intentions. Au moindre signe en leur direction, il devrait démissionner. Pouva-t-il faire autre chose que de déclarer, comme il l'a fait récemment au magazine *Stern*, qu'il mènerait son mandat à terme jusqu'en 2012?

Ségolène Royal, qui n'en rate jamais une, a pris acte publiquement qu'il avait jeté l'éponge. La présidente du Poitou-Charentes a poussé la provocation

jusqu'à lui proposer d'être un jour son premier ministre puisqu'il est, dit-elle, «*le meilleur*».

Ce faisant, l'ancienne candidate vient contrarier la démarche d'Aubry et de Strauss-Kahn qui consistait à perdre le plus de temps possible à discuter d'un lancinant programme sur l'*égalité*. Un programme fait pour flatter la gauche du parti, mais auquel aucun présidentiable ne croit, surtout pas le président du FMI. Ces primaires «*sont en train de se refermer comme un piège sur le PS*», conclut l'éditorialiste du *Monde*.

En 1995, le Parti socialiste n'avait-il pas joué à un jeu semblable en attendant jusqu'à la dernière minute un autre sauveur? Celui-là se nommait Jacques Delors et il devait l'emporter haut la main. Mais le sauveur n'est jamais venu et Jacques Chirac devint président devant les socialistes désarmés.

Correspondant du Devoir à Paris

AFFAIRE HARIRI

Les Libanais retiennent leur souffle

ISABELLE DELLERBA

Beyrouth — Depuis des semaines, les Libanais retiennent leur souffle. Jusqu'ici, tout va bien. Dans quelques jours, tout pourrait basculer. Le pays s'apprête à sauter dans l'inconnu. Le Tribunal spécial pour le Liban (TSL), chargé de juger les assassins de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, doit délivrer l'acte d'accusation avant la fin de l'année. Des membres du Hezbollah, le parti chiite pilier de l'opposition, pourraient être mis en cause dans l'attentat qui a coûté la vie au grand leader sunnite et père de l'actuel chef du gouvernement, Saad Hariri. Un scénario catastrophe qui menace de creuser irrémédiablement le fossé entre deux des trois grandes communautés confessionnelles du pays. Un scénario qui «*équivaldrait à déclencher le détonateur, à faire enflammer la mèche et à créer une explosion*», selon les mots de cheikh Naïm Qassem, le n° 2 du parti de Dieu. Depuis le mois de juillet, le Hezbollah a graduellement durci son discours, jusqu'à menacer de «*couper la main*» qui tenterait d'arrêter l'un de ses membres.

Dans un premier temps, pourtant, le parti chiite avait choisi de coopérer, acceptant notamment que 12 membres ou proches du mouvement soient entendus comme témoins. Mais son se-

crétaire général, suspicieux envers cette institution, avait également exigé des gages de neutralité et demandé que les enquêteurs suivent toutes les pistes, y compris israélienne.

En juillet 2010, c'est la rupture. Hassan Nasrallah aurait été informé par Saad Hariri que «*des éléments indisciplinés du parti*» allaient être accusés. Dès lors, le Hezbollah n'a de cesse de dénoncer une instance «*politisée*» et «*un complot israélo-américain*». Hassan Nasrallah appelle le peuple libanais à «*boycotter*» le tribunal.

Contre-attaque

Parallèlement, le parti organise la contre-attaque. Alors que l'enquête se fonderait en partie sur l'analyse des communications téléphoniques libanaises, il affirme que le réseau serait «*totallement*» sous le contrôle de l'État hébreu. Des agents israéliens découverts à des postes clés du secteur des télécommunications ont été arrêtés ces derniers mois. Le ministre des Télécommunications, Charbel Nahas, abonde dans son sens. Toutes les données ont pu être manipulées. Par ailleurs, le parti chiite exige le jugement des «*faux témoins*», des individus qui auraient menti à la commission d'enquête.

À Beyrouth, la majorité pro-Hariri lui oppose une fin de non-recevoir et continue à soutenir le tri-

bunal. Une position intenable pour le Hezbollah, qui a besoin de l'appui du gouvernement pour traverser cette période difficile, mais aussi pour préserver la relation entre chiïtes et sunnites.

«*Ce serait une source de conflit pour les générations à venir*», explique un politologue libanais. «*Le parti de Dieu pourrait finir par mener des actions coup-de-poing s'il n'obtient pas gain de cause*», estiment d'autres analystes.

Parmi les actions envisagées: la démission des ministres de l'opposition et la chute de l'exécutif, la paralysie des institutions, une désobéissance civile ou encore un coup de force comme ce fut déjà le cas en mai 2008. Néanmoins, ni le parti chiite ni la majorité n'ont intérêt à en venir à ces extrémités et ils continuent à travailler à un compromis, sous la houlette syro-saoudienne.

L'objectif du Hezbollah: que le premier ministre Saad Hariri, le seul qui ait la légitimité pour le faire, s'engage à prendre ses distances par rapport à un acte d'accusation qui incriminerait des membres du parti et le lave de tout soupçon. Le fils du premier ministre assassiné, confronté à la toute-puissance du Hezbollah et aux risques de divisions confessionnelles, pourrait finir par céder.

Libération

PERSPECTIVES

WIKILEAKS

La confiance émuissée

Les interlocuteurs afghans souffriraient d'un manque de crédibilité

Les fuites de WikiLeaks n'ont pas épargné le Canada, particulièrement sur le front afghan. Stephen Harper a dû défendre son ambassadeur à Kaboul, alors que les actions douteuses de la famille Karzaï sont exposées au grand jour.

ALEC CASTONGUAY

Les fuites de WikiLeaks cette semaine ont le mérite d'avoir remis à l'avant-plan l'un des plus importants problèmes en Afghanistan, et particulièrement à Kandahar, où le Canada est engagé depuis 2006: la crédibilité des interlocuteurs. Comment mettre à genoux une insurrection et rebâtir un pays quand les responsables au gouvernement agissent d'une manière douteuse? Comment leur faire confiance?

Depuis qu'il a pris en charge la province de Kandahar, le Canada doit composer avec le demi-frère du président Karzaï, Ahmed Wali Karzaï — simplement surnommé AWK dans les officines du gouvernement —, qui dirige le Conseil provincial de Kandahar. Beaucoup de rumeurs sur les activités illicites de Wali Karzaï ont circulé dans les médias, notamment révélées dans une longue enquête du *New York Times*.

Les activités

illicites

de la famille

Karzaï

ont fait rager

l'ambassadeur

du Canada

à Kaboul

Karzaï est corrompu et est un trafiquant de drogue. Le représentant du Canada à Kandahar, Ben Rowswell, assiste également à cette rencontre.

Lors de ce rendez-vous, Wali Karzaï demande que les projets de développement menés par les pays occidentaux ou les ONG dans sa province soient plus gros, en lieu en place de petits projets dispersés. Le diplomate américain y voit une façon pour Karzaï d'amener plus d'argent dans sa province, dont il pourra profiter personnellement. «*Étant donné la réputation d'AWK pour les ententes secrètes, il faut prendre sa demande avec scepticisme*», écrit Frank Ruggiero.

Ahmed Wali Karzaï demande également de pouvoir contrôler les licences octroyées aux firmes de sécurité privées à Kandahar. Or AWK a sa propre agence, Kandahar Strike Force, qui a souvent rempli des contrats de surveillance pour la CIA. «*AWK a fait des représentations agressives auprès du Canada pour obtenir la surveillance de la reconstruction du barrage Dahla*», peut-on lire.

Le contrat de protection de ce projet canadien de 50 millions de dollars, piloté par l'ACDI, a finalement été donné à Watan Risk Management, une firme privée qui appartient à Rashid Popal, un cousin du président Hamid Karzaï. Popal est soupçonné de protéger les convois talibans qui transportent de la drogue vers le Pakistan.



Un soldat canadien et un membre de la force de sécurité afghane sur les lieux d'un attentat à Kandahar en mai.

Le sang de l'ambassadeur bout

Les activités illicites de la famille Karzaï, mais aussi les agissements du président lui-même, qu'on accuse de protéger les corrompus du régime et de vouloir se maintenir au pouvoir à tout prix, ont d'ailleurs fait «*bouillir le sang*» (selon son expression) de l'ambassadeur canadien à Kaboul, William Crosbie.

Lors d'une rencontre avec d'autres ambassadeurs à Kaboul, le 20 février dernier, tout juste après que le président Karzaï eut cherché à réécrire les lois électorales afghanes à son avantage, William Crosbie a parlé en termes très durs des Karzaï et de la situation. Les notes de cette rencontre devraient se retrouver dans les prochains jours sur WikiLeaks, selon les États-Unis.

Voyant venir la tempête, William Crosbie a écrit une lettre cette semaine à Stephen Harper dans laquelle il offre sa démission si les futures révélations de cette note embarrassent le Canada et minent les relations diplomatiques avec l'Afghanistan. Dans sa lettre à Ottawa, William Crosbie soutient qu'il a parlé «*en termes très critiques de la mauvaise utilisation du pouvoir par Karzaï et sa famille (AWK est nommé)*». Il ajoute: «*Le rapport note correctement que j'étais émotif et me cite disant que les actions de Karzaï 'font bouillir mon sang'.* [...] Inutile de dire que je ne peux rétracter mes paroles.»

Jeudi après-midi, le premier ministre Stephen Harper s'est porté à la défense de son ambassadeur, affirmant qu'il ne représente pas le gouvernement afghan, mais le Canada en Afghanistan. M. Harper n'a pas tenté de se dissocier, rappelant que son gouvernement n'avait jamais caché ses inquiétudes par rapport à certains aspects de la



Ahmed Wali Karzaï

gouvernance en Afghanistan.

Quel effet cela peut-il avoir sur les relations diplomatiques entre Kaboul et Ottawa? «*Ce sera assez faible*», prédit Karine Prémont, chercheuse associée à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM. «*Karzaï n'a pas les moyens de choisir ses alliés actuellement. Et la faiblesse de son régime est assez connue*», dit-elle, ajoutant que le risque est davantage du côté de l'opinion publique canadienne. «*En voyant tous ces détails, est-ce que les Canadiens ne vont pas se demander si ça vaut la peine d'aider un pays dirigé de la sorte?*»

Le Devoir

Le capitaine Bonhomme



MICHEL DAVID

Quand la maison est en feu, on ne lésine pas sur la quantité d'eau qu'il faut pour l'éteindre, a plaidé le ministre des Finances, Raymond Bachand, pour justifier l'augmentation de 5,8 % des dépenses en 2009-2010.

On conviendra volontiers qu'en période de récession, la grande priorité d'un gouvernement doit être, dans toute la mesure du possible, de soutenir l'activité économique et de préserver les emplois. Il faut d'ailleurs reconnaître que le Québec s'est plutôt bien tiré d'affaire au cours des deux dernières années.

Le problème est que l'excédent des dépenses n'est pas dû à la relance de l'économie. On a beau dire que travailler, c'est la santé, les dizaines de milliers d'emplois récupérés et créés dont se vante M. Bachand n'ont pas empêché l'explosion des coûts en santé, qui ont augmenté de 7,2 % alors que le budget prévoyait 5 %.

Les documents budgétaires du printemps dernier présentaient la limitation des dépenses en santé comme une chose faite, grâce à un effort de rationalisation de 400 millions qui avait été demandé au ministère à partir du programme de médicaments, de la révision à la baisse du coût du service de la dette et d'autres dépenses dans le réseau. Le dépassement a pourtant été de... 406 millions. Ce qui n'a pas empêché la présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne, de déclarer sans rire: «*Nous avons le contrôle sur la santé.*»

M. Bachand prévoit maintenant que la transformation de médicaments d'origine en génériques entraînera une réduction des coûts. Il faudra également tenir la dragée haute aux médecins spécialistes, qui exigent un rattrapage qui leur permettrait de rejoindre la moyenne canadienne. Sans doute y a-t-il encore des économies à réaliser grâce à une meilleure organisation du travail, mais le Québec est déjà la province qui consacre le moins d'argent par habitant à la santé.

◆ ◆ ◆

Le critique péquiste en matière de finances publiques, Nicolas Marceau, a comparé le ministre des Finances au capitaine Bonhomme, qui se faisait fort de confondre les sceptiques malgré l'extravagance de ses prétendus exploits.

Il est en effet bien difficile de croire que le gouvernement Charest va pouvoir limiter la croissance des dépenses à 2,8 % en 2010-2011 — 3,7 % dans le secteur de la santé — alors qu'il n'est même jamais venu près d'atteindre son objectif depuis 2003.

Le premier ministre a déjà expliqué qu'un gouvernement devait absolument prendre les mesures les plus controversées en début de mandat, sans quoi les impératifs électoraux prennent rapidement le dessus. Or, à mi-mandat, le PLQ ne recueille déjà plus que 23 % des intentions de vote, selon le dernier sondage CROP. A moins d'être suicidaire, comment se résoudra-t-il aux douloureuses compressions qui seront nécessaires pour retrouver l'équilibre budgétaire en 2013-2014, comme le prévoit toujours le ministre des Finances?

Elles seront d'autant plus indigestes que M. Bachand a annoncé du même souffle que la bonne tenue de l'économie a permis de ramener le déficit de l'année 2009-2010 à 3,1 milliards, soit 1,083 milliard de moins que prévu au printemps dernier.

Cette bonne nouvelle, qui semble contredire les rapports alarmants des experts «*lucides*» dont le gouvernement avait retenu les services, n'est pas de nature à stimuler l'esprit de sacrifice. Les employés du secteur public, qui ont accepté avec une remarquable docilité des augmentations très en deçà de leurs demandes, vont certainement se demander s'ils n'ont pas été les dinos de la farce.

La semaine prochaine, à la rencontre des partenaires sur le financement universitaire, les associations étudiantes auront beau jeu de dire que le doublement des droits de scolarité, que réclame la conférence des recteurs, est injustifié.

◆ ◆ ◆

Il est pourtant illusoire de s'imaginer que la croissance de l'économie permettra d'éviter des choix déchirants. Les dernières nouvelles en provenance des États-Unis, où le taux de chômage atteint maintenant 9,8 %, sont loin d'être encourageantes. Le gouvernement Charest prend les Québécois pour des «*cons*» ou des «*valises*», estimant les partis d'opposition. Son cadre financier est d'ores et déjà caduc.

Très bien, mais que propose le PQ? Une commission d'enquête est peut-être nécessaire pour assainir l'industrie de la construction et éclaircir ses liens avec le financement des partis politiques, mais il semble bien hasardeux de miser sur une hypothétique baisse des coûts qui en résulterait, ou encore sur la récupération des sommes que le Québec réclame à Ottawa depuis des années, voire des décennies, pour regarnir les coffres de l'État.

Au printemps dernier, le PQ a dénoncé aussi vertement la hausse de la taxe de vente que les augmentations de tarifs contenues dans le budget Bachand. Faut-il conclure qu'un gouvernement Marois les annulerait?

Puisque Mme Marois ne semble pas pressée de tenir un référendum, il faudra également se passer jusqu'à nouvel ordre des revenus additionnels dont bénéficierait un Québec souverain. Puisqu'il y aurait un moratoire sur l'exploitation du gaz de schiste, il ne faut pas davantage compter sur d'éventuelles redevances. Heureusement, grâce à Old Harry... Comment, il y a des sceptiques?

Naufrage afghan: la fuite en avant

Le site WikiLeaks a publié des milliers de documents internes de l'armée américaine décrivant une guerre absurde. Obama pourrait accélérer le retrait des troupes.

LORRAINE MILLOT

Washington — Il n'y a là rien de très nouveau... mais l'effet pourrait être énorme. Au lendemain de la «*bombe*» WikiLeaks — la publication de 92 000 documents racontant la guerre en Afghanistan de l'intérieur — Washington est en plein paradoxe. «*Pour quelqu'un qui lit le journal tous les jours, il n'y a rien là-dedans qui surprenne*», assure Geoff Morrell, le porte-parole du Pentagone. Mais ces récits au quotidien, qui racontent embuscade après embuscade, trahison après trahison, l'absurdité de cette guerre, pourraient bien achever de retourner l'opinion américaine. «*Ce qui compte n'est pas que WikiLeaks n'ait rien révélé de nouveau, résume Daniel Markey, analyste au Council on Foreign Relations. C'est à la une de tous les journaux du pays, les médias sont maintenant focalisés sur l'Afghanistan, et ça, c'est important.*»

Avant même la publication de ces carnets de guerre, les dernières études d'opinion montraient que les Américains ne croient plus guère en un succès possible en Afghanistan. Ainsi, 46 % pensent que les États-Unis sont en train de perdre la bataille (26 % estiment qu'ils la gagnent), indiquait un sondage *Newsweek* publié en juillet. Ces nouveaux récits racontant les bavures, les Afghans mutilés ou exécutés parce qu'ils coopéraient avec les Américains, ne peuvent que renforcer ces doutes.

Inévitable

Pour Richard Cohen, éditorialiste au *Washington Post*, ces révélations qui n'en sont pas pourraient même aider Obama à faire le choix qui s'impose: accélérer le retrait d'Afghanistan (que le président a déjà promis d'entamer en juillet 2011). «*Après avoir respiré un grand coup, le gouvernement Obama pourrait conclure que WikiLeaks lui a rendu service: en exprimant l'inexprimable, et pas dans la langue qu'on dit fourchue des grands médias mais avec les propres mots des soldats au combat*, écrivait cette semaine Richard



Barack Obama s'est rendu en Afghanistan hier.

Cohen. *Cela aidera à prendre la décision inévitable. Obama, qui n'est pas un émotif, va lever le pied de la guerre en Afghanistan — non seulement parce qu'il le veut, mais parce qu'il le doit.*»

Ces carnets de guerre pourraient bien avoir un effet similaire aux «*papiers du Pentagone*», une analyse interne de la guerre du Vietnam, révélée en 1971, qui avait aidé à soulever l'opinion américaine, espère Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks. Daniel Ellsberg, l'analyste militaire qui avait révélé ces «*papiers du Pentagone*», rappelle qu'il s'agissait de documents très différents (une analyse complète, au plus haut niveau, de l'engagement américain en Indochine, alors qu'il s'agit cette fois-ci de rapports bruts de militaires éparpillés sur le terrain), mais il reconnaît que leur effet pourrait être comparable. «*La conclusion que vous tirez est la même*, a-t-il expliqué. *Je peux prédire qu'après avoir lu toutes ces 92 000 pages, on ne trouvera pas une seule bonne raison de notre escalade en Afghanistan, ni aucune raison pour que nos 30 000 soldats en renfort [annoncés par Obama en décembre] et nos nouveaux milliards de dollars soient mieux investis que les précédents 300 milliards déjà dépensés là-bas.*»

Crédit

Dans l'immédiat, la préoccupation de la Maison-Blanche est pourtant encore de mener à bien

le «*surge*» (sursaut) décidé en décembre, dans l'espoir de pouvoir ensuite quitter le pays la tête haute. Cette semaine, le Congrès doit approuver un nouveau crédit de 59 milliards de dollars pour les troupes en Afghanistan. Pour les élus démocrates, déjà très divisés sur le bien-fondé de cette guerre, ce vote sera dur à avaler. Mais la pression est aussi très forte à Washington pour ne pas aggraver encore la situation en laissant les soldats «*à nu*», sans le sou.

«*Nous ne savons pas comment réagir*, avoue un haut responsable à la Maison-Blanche cité par le *New York Times*. *Il est évident que cela [les révélations de WikiLeaks] met le Congrès et l'opinion de mauvaise humeur.*» Sur un point tout de même, les relations avec le Pakistan, ces fuites pourraient peut-être aider le gouvernement Obama. En montrant comment de nombreux officiers pakistanais ont gardé contact avec les insurgés et auraient même planifié des attentats avec eux, ces documents aideront à accroître la pression sur Islamabad, veut-on croire à Washington. Sans trop d'illusions non plus. Ces fuites risquent aussi d'aiguïser la méfiance des Pakistanais, observe Bruce Riedel, ex-officier de la CIA. «*Elles décourageront les sources de renseignement, qui voient que les Américains ne savent pas garder un secret.*»

Libération

m david@ledevoir.com

ÉDITORIAL

Fuites afghanes

À quel prix?

Seule une toute petite partie des fuites de WikiLeaks concerne le Canada, mais comme pour une bonne part de l'information rendue publique cette semaine, ce qui est révélé est du plus haut intérêt. Foi de diplomate qui, venons-nous d'apprendre, s'inquiète lui aussi: que faisons-nous donc en Afghanistan?



C'est par une fuite venue d'ailleurs que WikiLeaks que le *Globe and Mail* et le *National Post* nous ont appris cette semaine que notre ambassadeur canadien en Afghanistan avait tenu de durs propos au sujet du président afghan Hamid Karzaï lors d'une discussion avec son homologue américain. Cet échange lui-même a finalement été rendu public par le quotidien britannique *The Guardian* dans le cadre des révélations provenant de WikiLeaks.

Cette fuite à propos de la fuite serait en soi un sujet d'éditorial. On a tellement, ces derniers jours, tenté de démoniser ou de minimiser l'approche de WikiLeaks, qui veut mettre sur la table les secrets (auxquels des milliers de gens ont par ailleurs accès!) des gouvernants qu'on oublie que de telles fuites, qu'elles viennent de Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, ou d'ailleurs, sont le quotidien des médias. A eux de se montrer responsables dans le traitement de l'information reçue, et c'est exactement ce à quoi on a droit cette semaine, alors que les documents obtenus par WikiLeaks ont été traités avec rigueur et moult détails par 125 journalistes de cinq des plus grands quotidiens du monde.



JOSÉE BOILEAU

Pour nous, il s'agit donc de l'Afghanistan — sujet qui ne fait pas courir les foules mais qui a pourtant un effet très concret: en pertes de vie d'abord, afghanes comme canadiennes, et en coûts faramineux. Le directeur parlementaire du budget a évalué qu'entre 2002 et 2011, le Canada aura consacré près de 14 milliards de dollars au dossier afghan, dont quelque 11 milliards de dollars au seul plan militaire. La prolongation jusqu'en 2014 de notre présence en sol afghan ajoutera 1,5 milliard de dépenses à cet imposant montant.

Tout cela pour quoi: pour «aider la population afghane à se préparer un avenir meilleur», affirmait-il y a dix jours le premier ministre Stephen Harper. Du côté libéral, on croit que le Canada doit poursuivre un engagement non militaire «dans le cadre des vastes efforts que déploient les Nations unies pour maintenir un gouvernement stable et efficace en Afghanistan».

Les observateurs, sur la base notamment d'enquêtes journalistiques, ne croient plus depuis longtemps à ces lendemains afghans qui chantent la liberté et la stabilité. Les réserves occidentales en ce qui concerne le président Karzaï ont pour leur part déjà été exprimées à mots plus ou moins couverts.

Mais cette fois, plus moyen d'en douter, on apprend noir sur blanc que l'attitude du président Karzaï et de son clan, qui abusent de toutes les manières de leur pouvoir, indignent véritablement ses alliés. L'ambassadeur américain est implacable à son égard et il fait «bouillir le sang» (ce sont ses mots) de William Crossbie, notre ambassadeur en Afghanistan, homme d'expérience considéré comme l'un des diplomates occidentaux les plus influents à Kaboul.

Il est heureux que M. Harper n'ait pas désavoué son ambassadeur et l'ait plutôt soutenu jeudi — alors que Maxime Bernier, quand il était ministre des Affaires étrangères, avait dû se rétracter quand il avait dénoncé la corruption à Kandahar en 2008. Mais la question à 15 milliards et plus de 150 Canadiens tués demeure: qu'a donc apporté notre présence en Afghanistan? Bien peu au peuple et trop de crédibilité à des dirigeants corrompus. Merci WikiLeaks de sortir ce débat de l'hypocrisie des belles intentions.

jboileau@ledevoir.com

Offensive contre Google, Facebook et d'autres

Carton rouge



À l'endroit de Google, la Commission européenne (CE) vient d'agiter le drapeau rouge. Plus tôt cette semaine, Bruxelles a ordonné une enquête à la suite des plaintes déposées par plus d'une entreprise qui assurent que le célèbre moteur de recherche use et abuse de sa position dominante avec une gourmandise appuyée. On l'accuse également de maquiller certains chiffres comme certaines données afin de réduire la concurrence à une peau de chagrin.

S'il fallait résumer les certitudes qu'ont les sociétés allemande, britannique et française, peut-être pourrait-on avancer que celles-ci considèrent Google comme étant à la fois juge et partie. Forte des informations qu'elle détient sur des compagnies actives dans des secteurs économiques divers, des compagnies qui ne sont pas des moteurs de recherche, Google s'est mise à investir des secteurs rentables pour, après coup, jongler avec sa maîtrise des mathématiques de manière à ce que ses filiales soient dominantes.



SERGE TRUFFAUT

Au ras des pâquerettes, cet appétit pour la greffe de bénéfices réalisés hors de son métier d'origine a donné ceci: Google constate que tel site faisant la comparaison des prix de biens de consommation roule sur l'or; elle s'applique dès lors à créer une entité exploitant ce créneau pour ensuite la hisser en tête en profitant du volume de ses informations et de ses avantages mathématiques.

Ce que Google a fait dans cette activité, elle l'a fait dans la vente des livres, les billets d'avion, la cartographie, etc. Bref, Google a résolu l'équation du capitalisme... stalinien!

Simultanément à l'offensive menée contre Google, Bruxelles poursuit celle amorcée contre Facebook, Twitter et d'autres géants de l'informatique et des réseaux sociaux. Il s'agit du droit à l'oubli. Dans cette guerre, deux pays se sont distingués: la France et l'Allemagne. Le concept du droit à l'oubli a été forgé par des élus outrés par le peu de cas que les multinationales font de la vie privée. De la protection de celle-ci.

Repris par Bruxelles, ce droit permettra à l'individu, une fois officialisé, d'exiger que telle information ou telle confidence soit gommée. On lui accordera également le droit de recevoir des nouvelles claires, précises, sur l'identité des sociétés qui veulent obtenir ces variables et pour quels motifs. Jusqu'à présent, Facebook, contrairement à d'autres acteurs de la Toile, refuse de se ranger à l'observation du droit en question. Et ce, on l'aura compris, pour mieux engranger les espèces sonnantes conséquentes aux propos et confidences de monsieur et madame.

En Allemagne, une loi a été votée afin d'interdire aux employeurs de chercher sur Facebook des informations sur les candidats à tel emploi. En 2009, c'est à retenir, 45 % des patrons allemands ont enquêté par le biais de ce réseau social. Sur ce nombre, 35 % ont écarté des milliers de personnes. Malgré tous ces vices, on constate que l'adhésion au Saint Graal numérisé demeure béate. D'admiration? Non, de crédulité.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEE BOILEAU

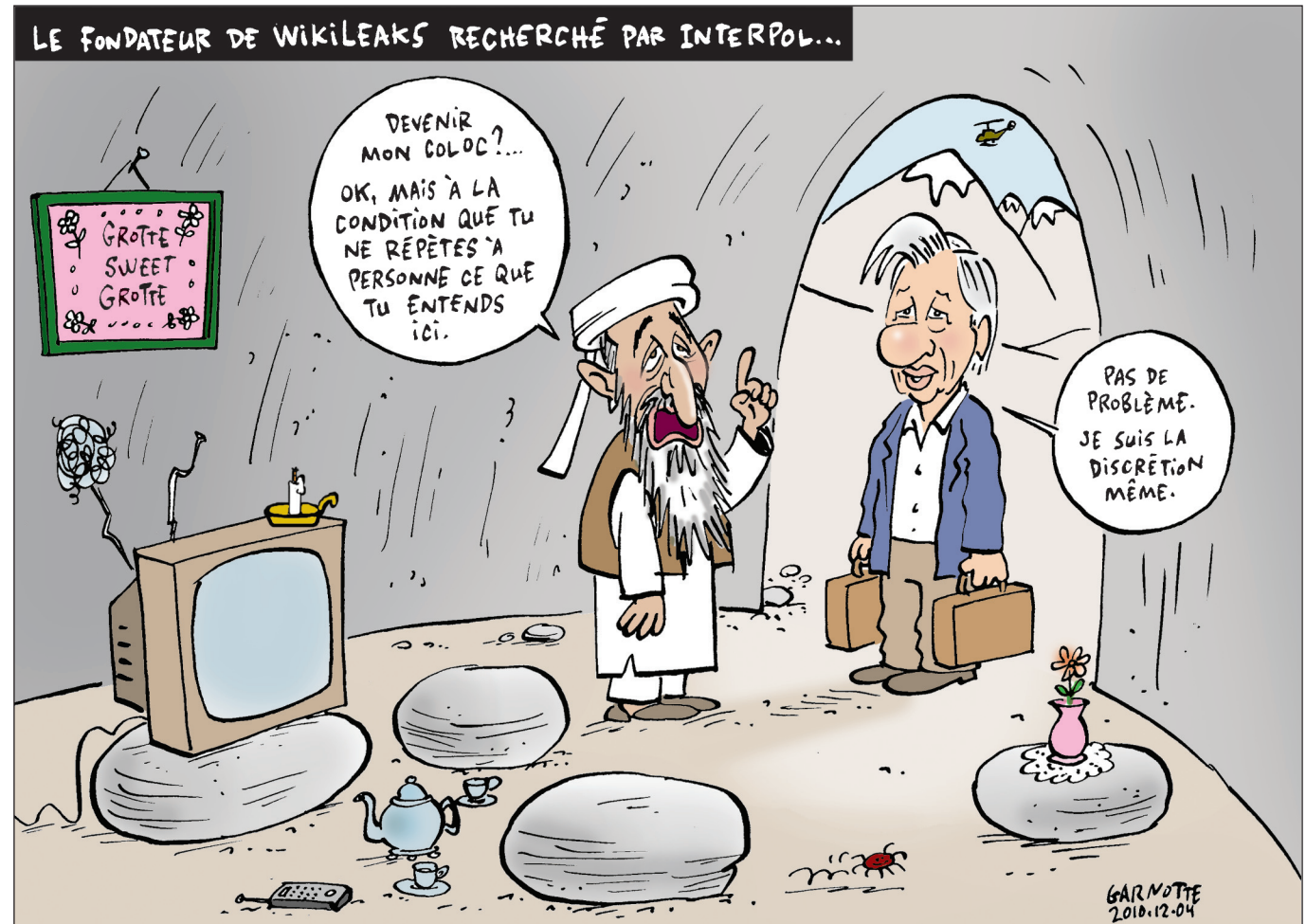
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



LETTRES

Le jupon dépasse à la FPJQ

Dans votre dévouement collectif contre Pierre Karl Péladeau, messieurs et mesdames les journalistes professionnels de la FPJQ, vous avez malheureusement péché par omission. Dénoncer le traitement inacceptable réservé aux lockoutés du *Journal de Montréal*, il fallait le faire, bravo! Soutenir David Patry dans le conflit l'opposant à ses patrons: bravo encore!

Mais pourquoi, dans chacune de vos interventions, n'avez-vous pas indiqué, comme c'est la règle ailleurs, que les frais de votre congrès et du fonctionnement de votre fédération sont payés par vos commanditaires, Radio-Canada et Gesca en tête (commanditaires argent), suivies d'Alstral et de Rogers (commanditaires bronze)? Pourquoi n'avez-vous pas dit que le programme de la journée de dévouement collectif a été «présenté par La Presse»?

Curieux aussi de constater que le seul empire médiatique québécois visé nommément dans le programme du congrès de la FPJQ — «L'éléphant dans la pièce» — est également le seul qui n'est pas commanditaire. Vous posez la bonne question: «Si Québecor décidait de se mettre au service d'une cause politique ou idéologique, qui pourrait l'en empêcher?» Mais déjà l'empire de Radio-Canada et celui de Gesca, tout comme presque tous les empires médiatiques canadiens-anglais, font exactement cela: ils appuient sans réserve et

sans broncher l'unité canadienne.

Votre indignation sur la convergence est justifiée, ce qui l'est moins, c'est votre sélectivité. Doit-on conclure que celui qui paie les violons choisit la musique?

Robin Philpot
Le 2 décembre 2010

Le Canada réitère sa position

En réponse à l'article «Climat - Plaidoyers pour des gestes concrets à Cancun» de Louis-Gilles Francoeur paru le 30 novembre, je tiens à réitérer l'engagement du Canada à une approche nord-américaine qui s'aligne sur celle du gouvernement Obama en matière de lutte contre les changements climatiques. Une telle approche est dans le meilleur intérêt de la population canadienne.

Le fait d'aligner notre approche en matière de changements climatiques sur celle du gouvernement Obama maximise la progression de la réduction des gaz à effet de serre et maintient notre compétitivité et notre prospérité économiques.

Notre gouvernement a publié le règlement définitif visant les émissions de gaz à effet de serre produites par les véhicules. Ce règlement s'aligne directement sur celui du gouvernement Obama, et nous travaillons maintenant avec les États-Unis à élaborer un règlement semblable visant les camions lourds. Nous avons également présenté un nouveau

règlement qui exige une teneur en carburant renouvelable dans l'essence et le diesel.

De plus, la collaboration nord-américaine, par l'intermédiaire du Dialogue sur l'énergie propre, permet d'accélérer le développement et le déploiement de technologies d'énergie propre visant à réduire les gaz à effet de serre et à lutter contre les changements climatiques.

Parallèlement, le Canada est déterminé à jouer un rôle actif et constructif dans le cadre des négociations des Nations unies sur les changements climatiques en cours à Cancun, au Mexique. Le Canada continuera de travailler à la mise en œuvre de l'accord de Copenhague sur les changements climatiques. Il offre également sa juste part pour le monde en versant 400 millions de dollars au profit des pays les moins avancés et des petits États insulaires en vue de les aider à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter aux effets négatifs des changements climatiques.

Notre gouvernement continue de prendre des mesures chaque jour pour favoriser notre environnement et joue un rôle constructif sur les scènes nationale et internationale. La population canadienne ne s'attend à rien de moins.

John Baird, ministre de
l'Environnement du Canada
Le 2 décembre 2010

REVUE DE PRESSE

De fuite en victoire

Manon Cornellier

Un nouveau joueur a fait son apparition dans l'arène de l'information politique canadienne, le site Internet iPolitics.ca. En plus d'offrir des nouvelles de son cru et de diffuser des textes d'agences, iPolitics publie des commentaires, dont ceux de son fondateur, James Baxter. Dans le flot de commentaires sur les fuites de WikiLeaks, ce dernier s'est démarqué en dénonçant sans détour la réaction de Tom Flanagan, l'ancien conseiller de Stephen Harper.

Vétérin de la tribune parlementaire d'Ottawa, Baxter a été particulièrement choqué d'entendre sur les ondes de la CBC Flanagan souhaiter l'assassinat par les Américains du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange. Quand l'animateur a fait remarquer à Flanagan qu'il y allait fort, celui-ci ne s'est pas rétracté. Il a simplement dit qu'il se sentait macho ce jour-là. Ce n'est que plus tard qu'il a exprimé quelques regrets. Baxter rappelle que les Américains ont une longue histoire de respect de la liberté de la presse et qu'aucun gouvernement n'a songé à s'en prendre à ceux qui ont révélé le massacre de My Lai ou les abus à Abou Ghraïb. Ce que Flanagan a suggéré est de tuer, sans autre forme de procès, un être humain sous prétexte que les fuites qu'il a permises pourraient théoriquement mettre la vie de certaines personnes en danger. Ce qu'Assange met en péril, dit Baxter, est «le monopole sur l'information qu'ont les gouvernements et par conséquent le pouvoir qu'ils en retirent». «Ce qui est le plus ahurissant et choquant dans ce qu'a dit Flanagan, poursuit Baxter, c'est qu'il ne suggère pas qu'Assange soit tué pour avoir répandu des mensonges, mais parce qu'il révèle la vérité. Des vérités gênantes, peut-être embarrassantes, mais des

vérités à l'état le plus brut.» WikiLeaks a un effet déstabilisant sur bien des dirigeants et Flanagan n'est pas le seul à souhaiter sa disparition. Le plus étonnant est qu'Assange s'écrive toujours. Peut-être est-ce parce que certains ont compris qu'il serait futile de le museler ou dangereux de le transformer en martyr. «Mais quand un politologue éminent et ancien conseiller du premier ministre suggère qu'un journaliste non conformiste soit assassiné par le plus puissant gouvernement du monde, nous devrions tous avoir peur, très peur, peu importe la désinvolture du commentaire», conclut Baxter.

Nouvelle donne?

Les élections partielles tenues lundi dans trois circonscriptions fédérales ont fait beaucoup jaser, en particulier la victoire du candidat conservateur Julian Fantino dans le château fort libéral de Vaughan, au nord de Toronto. *L'Ottawa Citizen* s'est attardé à l'impact qu'aurait l'arrivée de Fantino à Ottawa, en particulier au sein du caucus conservateur. Le quotidien rappelle que les militants conservateurs sont divisés en deux camps en matière de justice. Il y a les libertariens, qui insistent sur la liberté individuelle et un gouvernement de taille réduite, et il y a les partisans de la ligne dure, sans égard au coût. L'ancien chef de police Fantino appartient à ce dernier groupe. Sa victoire ne veut pas dire pour autant, précise le *Citizen*, que la population appuie la politique actuelle du gouvernement Harper en matière de justice. Après tout, les élections partielles ont moins d'importance que ne le disent les médias et ce n'est pas tant le programme du gouvernement que la notoriété de Fantino qui l'a fait gagner. Son arrivée, par contre, fera pencher la balance dans le caucus et il pourra d'autant plus le faire qu'on s'attend à ce qu'il soit nommé au cabi-

net. «C'est une mauvaise nouvelle pour qui conque croit que l'élaboration de la politique en matière de justice doit s'appuyer sur les faits. Les conservateurs continuent d'imposer des sentences minimales malgré l'absence de preuves de leur efficacité et malgré ces cas connus et troublants [...] démontrant la nécessité de faire preuve de flexibilité en matière de sentence.» Le *Citizen* craint que l'élection de Fantino incite le gouvernement à continuer à nourrir la division et à «créer des politiques coûteuses et sans fondement en matière de lutte contre la criminalité».

Le *Calgary Herald* comprend que les conservateurs salivent, mais il les incite à la prudence. Après tout, Stéphane Dion a amélioré sa position au Québec en 2008, un an seulement après avoir perdu Outremont. Comme le *Citizen*, le quotidien albertain pense qu'il ne faut pas tirer trop de conclusions d'élections partielles fortement influencées par des facteurs locaux.

Le *Halifax Chronicle-Herald* refuse lui aussi de voir dans ces élections une répétition de l'élection générale à venir. Il note néanmoins que, contrairement à la coutume, le parti au pouvoir, celui de Harper, a pris l'habitude de gagner des partielles, alors que Michael Ignatieff en a perdu plus qu'il n'en a gagné jusqu'à présent. Le recul du Nouveau Parti démocratique et des verts a toutefois permis au chef libéral d'affirmer, comme les libéraux se plaisent souvent à le faire, que la prochaine élection sera un choix clair entre seulement deux options. Le *Herald* note par ailleurs que la victoire serrée de Fantino dans Vaughan permet aux libéraux d'espérer reprendre ce siège. Mais cela risque aussi d'inciter Harper à nommer son nouveau député au cabinet pour faciliter sa réélection

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

Financement des universités

Contre la hausse des droits de scolarité!

LOUIS-PHILIPPE SAVOIE

Président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)

Une rencontre des partenaires en éducation a été convoquée par le gouvernement Charest lundi 6 décembre prochain. Au menu: hausse des droits de scolarité! Une fois de plus, le gouvernement du Québec s'entête à prendre une voie qui nous dirige tout droit contre un mur.

Tous s'entendent pour dire que l'éducation universitaire est une nécessité pour affronter les défis des prochaines années: 70 % des emplois d'ici 2015 vont exiger un diplôme d'études postsecondaires. De plus, chaque dollar investi dans un diplôme universitaire va rapporter 5,30 \$ à l'État québécois, simplement en taxes et en impôts supplémentaires.

Le Québec ne peut se passer des diplômés universitaires. Ce sont eux qui vont payer les retraites et les services publics des trente prochaines années. Réduire l'accès aux études universitaires, c'est s'aveugler sur la réalité et sabrer les revenus de l'État des prochaines années.

Pas une option

Citons une étude faite pour le compte du ministère de l'Éducation en 2007: «*Sans surprise, les droits de scolarité ont un effet négatif sur la probabilité de s'inscrire*» (Valérie Vierstraete, Les frais de scolarité, l'aide financière aux études et la fréquentation des établissements d'enseignement postsecondaire: comparaison à l'échelle internationale et étude de scénarios pour le Québec). Aujourd'hui, dans le document d'appui tout juste publié en prévision de la *Rencontre de lundi*, il clame plutôt que «*les données disponibles n'établissent pas de lien direct entre les droits de scolarité et la fréquentation universitaire*». Qui dit vrai?

Rappelons-nous les faits. Être un étudiant universitaire à temps plein, c'est vivre en moyenne avec 13 330 \$ pour un an. C'est s'endetter de 14 000 \$ en moyenne pour 61 % des étudiants. C'est devoir cumuler études, travail et famille et mettre en danger sa réussite scolaire pour payer l'épicerie. Pour donner une image: les étudiants de premier cycle entraînent une dette accumulée de 1,27 milliard de dollars en 2009! En plus de l'endettement qui atteint des niveaux inégalés, les étudiants québécois n'ont jamais autant travaillé: le quart des étudiants à temps plein doivent travailler plus de vingt heures par semaine pour arriver à boucler leur budget.



PHOTO JACQUES GRENIER

Il faut arrêter la hausse des droits de scolarité et bonifier, pas juste indexer, l'aide financière aux études.

Certains ont blâmé les parents. Il est vrai que seuls trois parents sur cinq aident leurs enfants dans leurs études universitaires de premier cycle. Ce n'est pas par mauvaise volonté. Ils n'ont pas les fonds pour payer une facture qui frôle souvent les 3500 \$ pour une année d'études — leur contribution médiane est plutôt de 2600 \$.

En somme, hausser les droits de scolarité, c'est choisir l'endettement et le décrochage scolaire comme projet de société...

Financer de manière durable

Il faut que le Québec se dote des moyens de ses ambitions. Premièrement, il faut arrêter la hausse des droits de scolarité et bonifier, pas juste indexer, l'aide financière aux études. À titre d'information, les étudiants auront donné aux universités plus de 597 millions de dollars en surplus dans les budgets des universités en 2012, si l'on cumule la hausse des droits depuis le dégel, l'augmentation des frais récurrents et les hausses imposées aux étudiants étrangers. Ce sont 211 millions de dollars récurrents. C'est une contribution immense.

Cet investissement important nous amène à nous interroger sur la reddition de comptes des universités. Qu'ont-elles fait avec l'argent supplé-

mentaire que les étudiants leur ont donné? Qu'ont-elles fait avec l'argent supplémentaire que le gouvernement — et donc les contribuables — leur a donné? On doit mettre en place des balises afin d'empêcher les dérives et les gaspillages d'une concurrence interuniversitaire rendue hors de contrôle. Il faut s'assurer que tous aient leur mot à dire dans le fonctionnement de nos universités — et, d'abord et avant tout, ceux qui la vivent au quotidien.

Troisièmement, il faut que ces balises découlent d'une vision claire du développement universitaire par une politique québécoise des universités. La dernière date de plus de dix ans. Cette politique fixerait des objectifs réalistes, mais ambitieux comme société, pour, par exemple, lutter contre le fléau du décrochage scolaire, renouveler et bonifier notre corps professoral ou investir en recherche.

Finalement, lorsque nous aurons arrêté de peler le fardeau sur le dos de ceux qui ne peuvent pas se le permettre, après avoir examiné notre réseau et nous être dotés d'une vraie politique des universités, le temps sera venu de réinvestir. Ce n'est pas dans une très brève rencontre des «partenaires» en éducation que ce travail pourra être effectué, mais dans le cadre d'états généraux.

La religion de l'insignifiance



DENISE BOMBARDIER

Un débat passionnel avait entouré l'introduction du cours d'éthique et de culture religieuse dans nos écoles il y a quelques années. Plusieurs opposants y assuraient que ce cours, remplaçant le cours de religion disparu avec la laïcisation du système scolaire public, véhiculerait n'importe quoi. Eh bien, un fait divers révélé cette semaine par *Le Journal de Montréal* tend à leur donner raison.

Une enseignante a concocté un questionnaire en s'inspirant des interrogations de ses élèves de treize ans (2^e secondaire) au sujet de la sexualité. Pour «faire tomber les préjugés», s'est-elle justifiée, elle a soumis une série d'énoncés vrais ou faux. Cela va ainsi: «Les personnes noires ont de plus gros pénis.» «Le sperme est sucré et fait maigrir.» «Quand j'ai mes règles, je dois accepter la pénétration anale si je veux une relation sexuelle.» L'enseignante de la commission scolaire Marie-Victorin, sur la rive sud de Montréal, fait l'objet d'une enquête administrative et a été retirée temporairement de sa classe, mais elle a apparemment des appuis parmi les élèves. Ce qui n'est pas surprenant, car les enseignants les plus populaires auprès des ados sont souvent les plus complaisants à leur endroit. Rares sont les profs sévères ou qui ne tombent pas dans le jeunisme qui ont la cote auprès des jeunes.

Ce fait divers n'en est pas un dans la mesure où il nous éclaire sur une forme d'errance pédagogique et sur les préoccupations des enfants du siècle. Évidemment, son questionnaire révèle un jugement défailant, une ignorance de la psychologie des ados, qui vivent leurs fantasmes sexuels alimentés par Internet d'abord sur un mode plus *hard* que les ados de l'eau bénite, qui eux s'agitaient autour de la masturbation ou du *French kiss*.

Cette prof n'a pas semblé comprendre qu'en soumettant un pareil exercice, elle légitimait d'une certaine manière une vision rocambolesque de la psychologie et de la sexualité. Il y a d'autres façons de combattre les préjugés à l'endroit des Noirs dans un cours d'éthique et de culture religieuse que d'assurer les enfants de la taille moyenne du vit noir. On peut aussi informer les jeunes sur les régimes amaigrissants sans mettre par écrit les délires d'une jeune fille obsédée par l'obésité et atteinte du syndrome de Monica Lewinsky.

Les chantages de la libération sexuelle post-péché mortel doivent déchanter. Ce questionnaire, inspiré par les ados et légitimé par l'enseignante, montre bien que l'obsession sexuelle demeure le moteur de la vie et que, tabou ou non, péché ou pas, le sexe alimente les fantasmes. La supposée libération sexuelle n'a réglé que des interdits légaux et sociaux. La sexualité demeure un mystère que chaque génération expérimente à sa manière. Le dérapage de cette enseignante devrait suffire à remettre le cours d'éducation sexuelle à l'école, donné par des enseignants formés à cet effet. Soit en psychologie, soit en sexologie.

Ce fameux cours d'éthique et de culture religieuse, vécu par nombre d'élèves comme une pause-café et considéré par trop de profs comme un fourre-tout, est probablement le cours le plus difficile à donner, celui qui devrait être réservé aux profs les plus instruits dans le sens ancien du terme.

Plusieurs lecteurs, au fil des mois, nous ont fait part de leurs doléances au sujet des contenus de ce cours. L'orientation idéologique y est souvent dénoncée et il apparaît que le multiculturalisme y est présenté comme un modèle social, idéal et surtout idéalisé. «*Toutes les cultures se valent*» est un thème majeur, quand il n'est pas affirmé que certaines cultures primitives sont supérieures à la nôtre. Étonnons-nous après de la confusion de certains jeunes qui en arrivent à croire qu'il serait préférable pour eux de vivre aux îles Trobriand, dans le Pacifique, plutôt qu'à Montréal dans la barbarie québécoise.

Et que dire du relativisme lorsqu'il s'agit de l'enseignement des religions? Est-on bien sûr que le vaudou, le spiritisme et la foi catholique soient interchangeables, comme le rapportait à une amie sa petite-fille de quatorze ans? «*Qui t'a dit ça?*», a demandé sa grand-mère. «*Ma prof.*» «*Quelle prof?*», a insisté mon amie. «*Celle de mon cours d'éthique, c'est la plus cool*», a répliqué l'adolescente. «*On parle de Dieu, de Bouddha, de Jean Charest, d'Occupation double, de Tout le monde en parle.*» Ma copine ne s'en est pas remise.

C'est à se demander si l'enseignement religieux, qu'on ne va pas regretter, mais où l'on a retenu suffisamment d'informations sur la Terre sainte, le chemin de croix et l'Immaculée Conception pour décoder les chefs-d'œuvre de Michel-Ange, de Rubens, de Parmesan et de Velasquez, n'a pas été remplacé par une religion de l'insignifiance. Des enseignants très qualifiés sont responsables de ce cours, certes, mais trop d'enseignants recyclés se sont retrouvés là au gré des contraintes des conventions collectives.

D'autres, avec autant de bonne foi que de superficialité intellectuelle, se croient dans ce que l'on appelle dans le jargon des médias une émission de service, sorte de talk-show interactif où le contenu véhiculé par le maître s'inspire des préoccupations des jeunes. L'éthique en prend pour son rhume et la culture religieuse passe à la trappe.

denbombardier@videotron.ca

Réplique à Marc-François Bernier

L'enfer Quebecor n'existe tout simplement pas

J. SERGE SASSEVILLE

Vice-président aux affaires corporatives et institutionnelles chez Quebecor Media

Dans un texte d'opinion publié le 2 décembre dans les pages du *Devoir*, le professeur Marc-François Bernier a porté de sérieuses accusations à l'égard de la direction de Quebecor, reprochant à celle-ci de s'ingérer dans le travail de ses journalistes afin d'assouvir une prétendue volonté de propagande et de désinformation.

Pour appuyer ses dires, M. Bernier, un ancien journaliste syndiqué du *Journal de Québec*, dont le passage dans cette salle de rédaction semble avoir laissé un goût amer de part et d'autre, s'en remet au témoignage d'un journaliste en lock-out du *Journal de Montréal* ainsi qu'à une étude qu'il a lui-même réalisée au profit de la CSN, centrale qui représente ces mêmes journalistes.

Il évoque par ailleurs deux autres de ses propres études, l'une faisant état de la perception de la population québécoise à l'égard des pratiques de Quebecor et l'autre, des craintes suscitées au sein des journalistes du Québec par la convergence. Deux études à la méthodologie douteuse avec des questions appelant des réponses prédéterminées, ce pour quoi nous avons déjà eu l'occasion de faire part de nos réserves à M. Bernier.

Défoulement collectif

De plus, de son propre aveu, M. Bernier fait reposer une partie de son analyse sur ce qu'il a entendu le week-end dernier au congrès de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) au cours d'un événement que le journaliste Stéphane Baillargeon n'a pas hésité à qualifier lui-même de «*défoulement collectif contre l'empire*» dans son article du *Devoir* du 29 novembre dernier. Or, se référer à un défoulement collectif n'est-il pas précisément l'antithèse du type de démarche scientifique à laquelle un universitaire digne de ce nom devrait se livrer?

La gravité des accusations portées aurait en effet exigé que M. Bernier, tout docteur qu'il est, s'appuie sur davantage que des perceptions, des craintes et des témoignages de parties intéressées afin de monter une thèse crédible.

Au contraire, M. Bernier a plutôt choisi de

s'ériger en prophète d'une religion dont il a lui-même écrit les textes sacrés, conçus les préceptes et choisi les apôtres, religion hors de laquelle personne ne peut trouver de salut. Au centre de cette religion se trouve une obsession pour Quebecor et la convergence, qu'il s'acharne depuis plusieurs années à diaboliser, accusant l'entreprise de plus grands péchés contre l'éthique et la démocratie, deux valeurs dont il semble se prétendre le seul gardien légitime.

Voir l'ensemble

Nous invitons toutefois les lecteurs du *Devoir* à aller au-delà des incantations de M. Bernier et à considérer l'ensemble du «*bilan éthique et démocratique de Quebecor*».

Ce faisant, ils découvriront une entreprise qui emploie plus de 15 800 hommes et femmes dévoués et compétents, dont environ 7500 bénéficient de l'une des 107 conventions collectives. Au cours des cinq dernières années, Quebecor a négocié et renouvelé en partenariat avec ses syndicats près de 100 conventions collectives, dont deux importantes conventions renouvelées par anticipation chez Vidéotron, le tout sans conflit de travail.

Cette entreprise et ses employés sont en outre assujettis à un ensemble d'organismes réglementaires, législatifs et professionnels, allant de l'Autorité des marchés financiers au CRTC, en passant par le Bureau de la concurrence, lesquels la surveillent constamment, s'assurant que les comportements de Quebecor servent les intérêts de la population.

L'enfer Quebecor?

Qui plus est, il faudrait mettre au bilan de cette entreprise le fait qu'elle emploie plus de 1000 journalistes, dans plus de 250 médias différents. De ce nombre, il est intéressant de noter que M. Bernier ne s'est penché que sur les expériences vécues par des journalistes employés dans les deux seules unités ayant récemment traversé des conflits de travail.

N'en déplaise à M. Bernier, l'enfer Quebecor qu'il évoque n'existe tout simplement pas.

On pourrait en revanche se demander pourquoi, au cours des dernières années, M. Bernier

n'est pas sorti de son cénacle pour dénoncer l'abolition sans appel de 800 postes chez CBC/Radio-Canada ou encore l'ultimatum de fermeture lancé par Gesca aux employés de *La Presse* pour forcer le renouvellement de leurs conventions collectives?

De la même façon, il y a plus d'un an que les journalistes de la Tribune de la presse à Québec refusent sans droit et abusivement d'accéder à des journalistes du *Journal de Québec*, sans que M. Bernier ait osé les sermonner, une situation gênante pour la réputation internationale du Québec et dénoncée par Reporters sans frontières.

Et où était-il enfin pour déplorer les outrages au tribunal dont se sont rendus coupables les membres du Syndicat des travailleurs de l'information du *Journal de Montréal* en forçant l'accès à la salle de rédaction du *Journal* en juillet 2009? L'éthique et la morale ne valent-elles pas autant pour tous? Peu s'en faudrait donc pour que nous puissions à notre tour accuser M. Bernier de répéter les mêmes arguments et d'occulter des faits pertinents.

Ce sont
bel et bien
les intérêts
démocratiques
des Québécois
que nous
servons

Intérêts démocratiques

Quant à l'obsession que celui-ci nous prête à l'égard des pratiques et du manque de transparence de CBC/Radio-Canada, il faudrait plutôt se demander pourquoi les journalistes de Gesca n'en font pas autant. Ce n'est peut-être pas étranger au fait qu'une multitude d'entre eux agissent comme pigistes au sein de la société d'État et ne veulent donc pas nuire à cette forme de convergence qui leur est directement profitable.

Enfin, il doit être dit que nous ne nous excuserons jamais de marteler les mêmes thèmes quand il s'agit de dénoncer la mauvaise utilisation des fonds publics, par CBC/Radio-Canada ou qui que ce soit, de décrier les conditions dans le réseau de la santé et les écoles, ou encore d'exposer les pratiques douteuses de l'industrie de la construction. Ce faisant, ce sont bel et bien les intérêts démocratiques des Québécois que nous servons et tout bilan digne de ce nom se doit d'en tenir compte. Quebecor est une entreprise responsable et fière de la relation privilégiée qu'elle a développée depuis 60 ans avec les citoyens du Québec, lesquels le lui rendent bien, comme en témoignent ses résultats.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Philippe Papiérou (pupitre), information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzetti et Guillaume Bourgault-Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporters), information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Dominique Penry (pupitre), information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Bovivin (pupitre); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Paul Cauchon et Benoît Mungser (responsables du site internet), Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier, Émilie Parent-Bouchard et Édenne Plamondon-Emond (commis internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Geneviève Tremblay et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérier (Ottawa), Dave Noël (Québec). PUBLICITÉ Sylvain Grinard (directeur adjoint), Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Stéphanie Déziel, Angel Eilman, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebât (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filon, Yannick Morin, Nathalie Zemaits. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Sonia Chamberland (en remplacement de Caroline Simard) (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

PHILOSOPHIE



ALBERTO LOWE REUTERS

Dans certaines régions du monde, la déforestation et ses conséquences, comme la désertification des terres et le manque d'eau potable, appauvrissent la vie humaine et la rendent souvent sordide.

La technique est-elle synonyme de progrès?

L'humain a évolué de la même manière que les animaux, mais dans une autre direction: l'intelligence. C'est ce plus grand potentiel cognitif qui a ouvert la porte à la technique.

Le concours «Philosopher» invite chaque année les étudiants du réseau collégial québécois à proposer leur réflexion sur un thème d'actualité. Nous publions le texte gagnant pour l'édition 2010.

FRANCIS BASTIEN
Collège de Sainte-Foy

L'évolution de l'homme est une histoire unique, un parcours jamais défriché auparavant sur Terre. Entre la station verticale de l'*Homo erectus* et l'édification de gratte-ciels par l'*Homo technologicus* (expression d'Yves Gingras), l'humain s'est dirigé toujours plus rapidement dans une même direction: celle de la technologie. Cette technologie, aujourd'hui omniprésente dans nos sociétés, a une influence sur la manière dont les humains vivent... et vivront. Mais est-ce un progrès?

La technique est-elle synonyme de progrès? C'est une question aussi complexe qu'il y a d'interprétations possibles au concept de progrès. Pour y répondre, je commencerai donc par définir les concepts impliqués, pour ensuite présenter les opinions sur la question qui ont le plus marqué l'histoire. Je décrirai alors les impacts de la technique sur les différentes formes de progrès, avant de proposer des solutions aux problématiques soulevées.

La notion de progrès

La notion de progrès peut être abordée de deux manières radicalement différentes. Premièrement, d'un point de vue biologique, un progrès est une adaptation continue, un changement qui procure un avantage évolutif et permet une meilleure survie. Dans cette optique, l'éthique est en tout point absente; une espèce qui évolue ne s'adapte pas aux considérations morales, inexistantes chez la faune et la flore sauvage, mais bien aux conditions de son milieu, à la compétition et aux ressources disponibles.

Toute cette adaptation est un progrès pour un animal, puisque c'est ce qui lui permet de mieux vivre, dans le sens strictement biologique.

Mais l'humain, justement, a cessé de se considérer comme un simple animal. Est alors apparue la conception plus philosophique du progrès, celle d'une amélioration morale de l'homme. Cette morale n'obéit pas à la logique de la nature car elle y est un concept raisonné, indéfini avant l'arrivée de l'humain. Les fondements de l'éthique ne sont pas les mêmes que ceux des lois de la nature.

Cette vision du progrès comme un avancement «vers le bien: vers

l'accroissement des connaissances, de l'esprit et du bonheur de l'homme» (Didier Julia), est donc nouvelle et il est plus complexe de s'interroger sur l'impact de la technique là-dessus. Cette dichotomie radicale est une simplification extrême, j'en conviens, mais il est important de la mettre en évidence et de bien séparer ces deux pôles pour mieux comprendre ce qui est à la racine du problème.

La civilisation moderne

Mais d'abord, on doit s'attarder à ce qu'est la technique et à ce qu'elle apporte à l'homme. La technique peut être définie comme «l'ensemble des procédés ordonnés» étant «employés à l'investigation et à la transformation de la nature» (Didier Julia).

Cette transformation, intimement liée au développement économique, est visible dans presque tout ce qui constitue la civilisation humaine de nos jours: industrialisation, médecine, exploitation agricole et forestière, urbanisation, etc. La technique, instigatrice de cette expansion matérielle, a donc des effets importants sur la civilisation moderne, dont elle constitue la base.

Les opinions concernant cette technique et le progrès divergent. Pour Francis Bacon, il était possible de progresser indéfiniment, de «reculer les bornes de l'Empire humain en vue de réaliser toutes les choses possibles» avec l'aide de la science expérimentale, dans le but d'atteindre une situation idéale, utopique, où la science aurait comblé tous les désirs des hommes et d'où il découlerait que les mœurs seraient bonnes et que régnerait l'harmonie, comme dans la Nouvelle Atlantide. Ainsi, la technique, apportant prospérité et santé, encouragerait le progrès moral.

Pour Jean-Jacques Rousseau, au contraire, «les sciences et les arts», pour reprendre l'expression de l'époque, corrompent les hommes en favorisant les biens du corps au détriment de ceux de l'esprit, qui sont pourtant essentiels: «L'esprit a ses besoins, ainsi que le corps. Ceux-ci sont les fondements de la société, les autres en font l'agrément.»

L'idéal scientifique, où la science aura comblé tous les désirs, lui paraît irréalisable, en ce que ces désirs sont justement illimités et impossibles à combler. Il est beaucoup plus important de se préoccuper de l'esprit et de la vertu, sans quoi le progrès moral est délaissé au profit du progrès matériel — l'es-

sence même de la technique.

L'opposition de ces deux points de vue est très représentative du mode de pensée de l'époque. L'un considère que la technique est moralement bénéfique, alors que l'autre la voit comme une perte de temps qui détourne l'homme de son développement «spirituel». C'est le progrès moral de l'homme qui est en jeu ici.

Les philosophes des Lumières qui discoururent sur le progrès et la technique y voyaient avant tout des controverses éthiques et politiques concernant le statut de l'homme en tant qu'homme. Voilà la distinction que je m'efforçais de mettre en lumière en définissant les axes de pensée concernant le progrès. L'humain était, à l'époque où la technique moderne a vu le jour, distinct du reste du monde vivant. Sa nature le différenciait trop des autres animaux pour qu'il en soit un. Ce n'était pas une ma-

nière de ne pas être négligés, toutefois. En effet, l'humain reste un animal et est donc toujours lié à son environnement. Comme le fait remarquer Lester R. Brown: «Aucune économie, aussi technologiquement avancée soit-elle, ne peut survivre à l'effondrement de l'écosystème sur lequel elle s'appuie.» L'avancée de la technique a des conséquences sur l'équilibre de notre milieu, d'ores et déjà évidentes de par le monde, et qui sont très préoccupantes.

En effet, la technique, de par son statut économique, suit, parallèlement au capitalisme, une progression exponentielle, sans fin, ce qui crée un déséquilibre dans la biosphère. Aujourd'hui, la population mondiale augmente de façon aussi inquiétante — soit un accroissement annuel de 1,133% (*The World Factbook*) — que le rythme auquel les autres espèces s'éteignent, victimes de la trop grande ascendance humaine sur le monde vivant.

L'étiolation des conditions de vie nuit au progrès moral de l'humain. La survie passe avant l'épanouissement spirituel. Or, c'est cette survie même que menace l'avancée illusoirement infinie de la technique.

chance sans âme, mais un être presque divin, ayant accès à la conscience, destiné à être le «maître et possesseur de la nature» (René Descartes).

Ainsi, le progrès moral de l'humain a toujours été la principale préoccupation de la philosophie en ce qui concerne la technique.

Du point de vue biologique

À partir de là, on peut s'attarder à ce qu'apporte réellement la technique quant au progrès. Du point de vue biologique, on peut considérer que cette technique est une forme d'adaptation, ce qui correspond à un progrès biologique.

En effet, l'humain a évolué de la même manière que tous les animaux, mais dans une direction jusque-là moins empruntée: l'intelligence. C'est ce plus grand potentiel cognitif qui a ouvert la porte à la technique.

Partant du principe de phénotype étendu élaboré par Richard Dawkins, cette technique n'est rien de plus qu'un autre caractère biologique, une adaptation — du cerveau, cette fois, qui permet une interaction plus poussée avec son milieu — procurant un avantage évolutif. D'une certaine façon, la construction de villes et d'outils a instauré la suprématie de l'espèce sur les autres, par sélection naturelle.

Ce progrès biologique a des

impacts sur l'espèce humaine qui ne doivent pas être négligés, toutefois. En effet, l'humain reste un animal et est donc toujours lié à son environnement. Comme le fait remarquer Lester R. Brown: «Aucune économie, aussi technologiquement avancée soit-elle, ne peut survivre à l'effondrement de l'écosystème sur lequel elle s'appuie.» L'avancée de la technique a des conséquences sur l'équilibre de notre milieu, d'ores et déjà évidentes de par le monde, et qui sont très préoccupantes.

En effet, la technique, de par son statut économique, suit, parallèlement au capitalisme, une progression exponentielle, sans fin, ce qui crée un déséquilibre dans la biosphère. Aujourd'hui, la population mondiale augmente de façon aussi inquiétante — soit un accroissement annuel de 1,133% (*The World Factbook*) — que le rythme auquel les autres espèces s'éteignent, victimes de la trop grande ascendance humaine sur le monde vivant.

En effet, la technique, de par son statut économique, suit, parallèlement au capitalisme, une progression exponentielle, sans fin, ce qui crée un déséquilibre dans la biosphère. Aujourd'hui, la population mondiale augmente de façon aussi inquiétante — soit un accroissement annuel de 1,133% (*The World Factbook*) — que le rythme auquel les autres espèces s'éteignent, victimes de la trop grande ascendance humaine sur le monde vivant.

Or les progrès de la technique ont radicalement modifié — ou plutôt grandement accentué — l'impact de l'agir humain sur sa propre survie. La solution est donc d'adapter l'éthique en fonction de ces nouveaux paramètres, de concilier la morale aux lois de la nature dont nous dépendons. L'éthique, telle que perçue aujourd'hui, n'a pour objet que l'humain, et encore, seulement les humains qui existent présentement, ou très prochainement (cas de l'avortement, par exemple).

Les êtres vivants du futur

La technique et ses conséquences nous obligent maintenant à y inclure non seulement le reste de la biosphère mais tous les êtres vivants du futur, qui sont autant, sinon plus, affectés par l'agir humain sur le monde. C'est dans cette «solidarité d'intérêt» (Hans Jonas) que se trouve la solution au problème de la technique. En effet, selon moi, vouloir freiner son avancement «pour l'environnement» est un argument qui n'exerce aucune pression morale sur ceux qui font avancer la technique de nos jours, ce qui inclut tous les consommateurs qui cautionnent par leurs actions ce système non viable d'expansion perpétuelle. L'éducation doit intervenir de manière à ce que les humains acquièrent une vision différente, une éthique plus large et globalisante, une éthique du monde vivant, bref, qu'ils soient plus responsables.

Alors, peut-être la technique nous sera-t-elle un outil essentiel pour protéger ses propres victimes, sans lesquelles nous sommes condamnés. Ainsi, technique et progrès, qu'il soit

biologique ou moral, iront de pair et ne mèneront plus nécessairement à l'autodestruction.

Si la technique n'est pas synonyme de progrès, contrairement à ce que pensait Bacon, c'est qu'elle est utilisée de telle manière qu'elle détériore la condition humaine par les conséquences qu'elle apporte sur son expansion excessive. Cela est dû à l'éthique humaine qui entre en contradiction avec l'équilibre naturel du monde. La solution serait donc de décentraliser cette éthique pour y inclure l'intégralité du monde vivant et ainsi viser la pérennité de la vie humaine, et conséquemment de ses progrès moraux.

Ainsi, la technique serait synonyme de progrès dans tous les sens du mot. Il va sans dire que modifier aussi fondamentalement la pensée de l'humanité tout entière semble pratiquement utopique.

Pourtant, des hommes, en Chine et en Amérique du Sud, de même que dans les pays les plus riches du monde capitaliste, ont depuis longtemps pris conscience, parfois brutalement, de cette nécessité. La question est de savoir si cette prise de conscience sera collectivement partagée à temps pour permettre ce changement.

Médiagraphie

■ Gingras, Yves, *Éloge de l'Homo technologicus*, Montréal, Fides, «Les grandes conférences», 2005.

■ Dawkins, Richard, *The Extended Phenotype*, Oxford, W. H. Freeman and Company, 1982.

■ Brown, Lester R., *Le Plan B. Pour un pacte écologique mondial*, Paris, Souffle court éditions, 2007.

■ Lovelock, James, *Gaia: A New Look at Life on Earth*, Oxford, Oxford University Press, 1979.

■ Jonas, Hans, *Le Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Les éditions du Cerf, 1990.

■ Bacon, Francis (1995), *La Nouvelle Atlantide*, traduction de Michèle Le Doeuff et Margaret Lasera, Paris, Flammarion.

■ Descartes, René (1995), *Discours de la méthode*, texte établi et annoté par Gérard Allard, Québec, collection «Résurgences».

■ Julia, Didier, *Dictionnaire de la philosophie*, Paris, Librairie Larousse, 1984.

■ Rousseau, Jean-Jacques, «Discours sur les sciences et les arts», Wikisource, http://fr.wikisource.org/wiki/Discours_sur_les_sciences_et_les_arts, 15 avril 2010.

■ *The World Factbook*, Central Intelligence Agency, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/xx.html>, 4 mai 2010.